

Rapport Attali : une expertise digne du café du commerce

Le rapport Attali sort au moment même où un krach boursier mondial, doublé d'une grave crise bancaire, balaie la planète. Il y a maintenant un risque non négligeable que cette crise en vienne à toucher l'économie réelle avec, à la clef, une possible récession, ou tout au moins un fort ralentissement économique. Cette crise est le produit direct du "laissez faire, laissez aller" qui est la règle de conduite du capitalisme néolibéral dominé par une finance non réglementée.

Dans cette situation, la lecture du rapport Attali pour "libérer la croissance" prend une saveur particulière. Impavides, Attali et les 44 membres de la commission proposent une dérèglementation générale de l'économie et de la société française avec un catalogue de plus de 300 propositions, véritable liste à la Prévert de mesures néolibérales : liberté totale des prix, augmentation de la CSG, instauration d'une TVA "sociale", liberté d'installation pour les grandes surfaces, possibilité pour les entreprises de fixer la durée du travail, suppression de la référence à la durée d'activité pour la retraite, suppression du principe de précaution, etc. Ce rapport prêterait à sourire s'il n'était pas révélateur du gouffre existant entre les solutions proposées et les nécessités de la situation actuelle.

On pouvait déjà se poser la question de savoir si l'objectif de "libérer la croissance" était adapté alors même que la crise écologique se développe. Attali reste prisonnier de schémas productivistes qu'il veut, de plus, imposer par un surcroît de néolibéralisme. Comme tous les rapports du même type, il nous promet monts et merveilles en matière d'emploi et de diminution de la pauvreté, alors même que les politiques néolibérales aboutissent à des crises régulières dont le prix est payé par les salariés et, plus largement, par la grande masse de la population.

Depuis plus d'un quart de siècle, les gouvernements, s'appuyant souvent sur des décisions arrêtées en commun au niveau européen, mettent en oeuvre des politiques de dérèglementation, de dérégulation, de libertés supplémentaires données aux capitaux, aux investisseurs et aux employeurs. A chaque fois, l'objectif proclamé est "la croissance et l'emploi", ce qui se traduit dans la réalité par un chômage de masse et des inégalités accrues. La commission Attali continue sans surprise dans le même registre.

Résoudre la crise écologique et la crise sociale ne passe pas par "libérer la croissance", ni par l'accroissement des dérèglementations qui ne peuvent aboutir qu'à aggraver la situation actuelle de la population. Alors que le partage du revenu national est de plus en plus inégalitaire, que les profits explosent et que le pouvoir d'achat stagne, l'Union syndicale Solidaires refuse toute nouvelle dose de néolibéralisme. Pour l'Union syndicale Solidaires, ce n'est pas la croissance qu'il faut libérer, c'est la finance qu'il faut brider et la richesse qu'il faut partager !

Le 23 janvier 2008